

MONDE MINES

7^{ème} année No 1
Mai 2005

Newsletter de la Fondation
Monde sans Mines



*Chères donatrices,
chers donateurs,*

La solidarité mondiale avec les victimes du raz-de-marée catastrophique en Asie fut grandiose. Quelques mois après, cependant, le silence s'est installé et le public ne sait plus, ou presque, ce qu'il adient des populations dans les pays concernés. Quel est leur quotidien? Qu'a-t-on entrepris depuis? Les principaux piliers des infrastructures ont-ils été relevés?

La misère des victimes tombe vite dans l'oubli. Aussi la tâche de toute organisation à but non lucratif consiste-t-elle à se faire l'intercesseur de ces gens – même des mois après un raz-de-marée et des années après la fin du chaos d'après-guerre. C'est là le seul moyen d'assurer la reconstruction et une aide humanitaire pérenne.

C'est un chemin ardu qui requiert beaucoup de patience et de persévérance. Mais la solidarité consiste aussi à accompagner les hommes sur cette longue route, à ne pas les oublier, à ne pas les abandonner. C'est la raison pour laquelle je vous conjure de continuer à soutenir notre engagement.

Merci de tout cœur!

*Claudine Bolay
Présidente du Conseil de Fondation*

L'attention au creux de la vague

Les conflits oubliés requièrent bien plus que des produits de première nécessité: «Monde sans Mines» s'est entretenu avec Walter Fust, chef de la Direction pour le développement et la Coopération (DDC).

tellement élevé parce que, souvent, les militaires ou les belligérants n'établissent pas de plan de minage. Le principe que les parties d'un conflit retirent les mines qu'elles ont posées n'est pas respecté.



© Iris Krebs, DDC

Monsieur Fust, quels sont les principaux défis de l'aide humanitaire dans la lutte contre les mines antipersonnel?

Le problème fondamental, c'est qu'une mine antipersonnel coûte un dollar et demi, alors que la recherche et la localisation coûte environ 1000 fois plus. C'est de la folie. Le prix de cette recherche est

Le problème réside donc surtout dans l'importance des coûts.

Nous connaissons effectivement un gigantesque problème financier. Nous employons des moyens destinés en fait aux secours d'urgence et à l'aide de survie pour des opérations qui, normalement, n'ont rien à voir avec leur affectation première. Cela dit, il est impossible d'acheminer des produits alimentaires et autres secours à travers des zones minées tant qu'il n'existe pas de corridor de sécurité. Ce qui nous amène au cœur du problème: Dans certaines zones de conflits, l'aide humanitaire n'est guère possible sans déminage préalable. Un travail pour lequel nous manquons souvent de moyens.

Aussi l'aide humanitaire est-elle encore plus dangereuse et difficile qu'elle ne l'est déjà en soi.

Comment agit la DDC en pareil cas?

Ici, des analyses claires de la situation et des solutions ingénieuses sont d'une importance primordiale. Les acteurs investis dans la

planification du déminage sont nombreux, mais peu de ces partenaires seulement, procèdent au déminage sur le terrain. Je m'accommode mal du fait que l'on doive financer sur les fonds de l'aide humanitaires ce qui, en réalité, serait l'affaire des parties en conflit.

A votre avis, le déminage ne devrait donc pas être laissé «aux bons soins» de l'aide humanitaire, mais assuré dans le pays même par les parties du conflit.

Souvent, ces dernières n'investissent pas dans le déminage. Il faut donc que des acteurs internationaux forment, en plus, des autochtones à cette tâche périlleuse.

Les populations souffrent le plus des conflits tombés dans l'oubli. Ces personnes ont besoin de plus que de simples aides d'urgence. Comment peut-on s'occuper efficacement de leurs difficultés?

Nous devons sans cesse attirer l'attention par de fréquents comptes rendus ou en envoyant aussi des gens sur place. Le problème n'en reste pas moins que la présentation des besoins n'entraîne

pas automatiquement un afflux de moyens. Une fois encore, l'attention portée à cette misère, se trouve au creux de la vague.

L'intervention en qualité de médiateur, dite «advocacy», revêt une importance toujours croissante dans la coopération de développement. Que fait la DDC dans ce domaine?

Au Sahel, par exemple, nous nous sommes consacrés à un conflit oublié: celui entre Touaregs. Nous avons aidé trois pays à rétablir leur téléphone de campagne pour permettre la reprise de la communication. Mais nous ne pouvons prétendre assumer en permanen-

Advocacy (intervention en qualité d'avocat)

Littéralement, «advocacy» signifie «fonction d'avocat». Dans la coopération de développement, cette notion s'utilise lorsque des organisations de développement, des organisations non gouvernementales ou des groupements d'intérêts se mobilisent pour une cause en qualité d'avocat. Il s'agit surtout de groupes de population désavantagés. Contrairement au lobbying, la priorité ne va pas aux intérêts propres, mais à ceux de tiers désavantagés.



© Abedin Taherkenareh, KEYSTONE

Dans les jours qui suivent une catastrophe, les manchettes drainent les secours. Qui donc, aujourd'hui, pense encore à ces gens?

ce la fonction d'avocat de l'ONU. Ce qui importe, c'est une sorte de «monitoring» à propos de ces conflits.

En termes généraux: Pour qui la DCC intervient-elle en qualité d'avocat?

Nous nous mobilisons pour les victimes sans faire état en premier lieu des conflits en question. A l'action pour les victimes viennent se greffer d'autres initiatives plus politiques et diplomatiques. Nous pratiquons l'advocacy sous forme multilatérale et sommes toujours en quête de personnes partageant les mêmes idées. En ce qui concerne le déminage, cela se révèle

d'autant plus problématique que les armées ne sont plus seules à employer des mines, mais aussi des groupes privés qui en achètent et en font commerce. Dès lors que de tels groupements enclins à la violence font la loi, eux qui refusent les conventions internationales ni les conventions anti-mines et qui ne sont pas un interlocuteur ni reconnus comme tels par le droit international, comment les acteurs de l'humanitaire doivent ou peuvent-ils agir avec ces milieux? C'est là l'un des plus grands défis qu'il nous faut relever ■

Walter Fust

Walter Fust est depuis 1993 chef de la Direction pour le développement et la coopération (DDC) qui fait partie du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Après son passage dans l'économie privée, l'expert en sciences politiques entra en 1975 au service du service diplomatique du DFAE. Après des séjours à Bagdad et Tokyo, le conseiller fédéral Kurt Furgler fit appel à lui en 1984 en tant que collaborateur personnel. Deux ans après, Walter Fust était nommé Directeur de l'Office Suisse d'Expansion Commerciale (OSEC). En 1990, le Conseil Fédéral le nomma Secrétaire Général du Département Fédéral de l'Intérieur.

ARRIERE-PLAN

Bosnie – le long chemin du retour

Dix ans après la fin de la guerre, la Bosnie-Herzégovine reste fragile. Le quotidien politique est empreint de surbureaucratisme et d'inefficacité, l'économie n'a recouvré que 50 pour cent du niveau d'avant-guerre, plus de la moitié des citoyens est en quête de travail et la paix est instable: les rapports entre Serbes, Croates et Bosniaques sont toujours plus que tendus, des gouffres confessionnels séparent les musulmans, les catholiques et les orthodoxes et le passé respectif si différent de ceux qui sont restés et des réfugiés engendre de graves problèmes.

Souvent, les réfugiés rentrant au pays sont d'un certain âge, touchent une rente dérisoire et doivent vivre de ce qu'ils peuvent produire eux-mêmes. Beaucoup ont non seulement retrouvé leur maison en ruine, mais durent aussi apprendre que les jardins, les champs et les forêts étaient truffés de mines. Plus de 2000 kilomètres carrés, soit 40% du territoire national, sont infestés d'un million de mines et de 300 000 munitions non explosées. Les experts partent de ce qu'en Bosnie-Herzégovine, 1,4 million de personnes sont menacées par des champs de mines.

Depuis 1998, le centre gouvernemental pour le déminage BHMAC a pris les choses en main en tant qu'organisation d'Etat. Aujourd'hui, quelque 160 employés planifient la recherche et le déblaiement des mines. Sur un site Internet, le DHMAC affirme vouloir

éradiquer d'ici à 2010 le danger émanant directement des mines. Bien que la systématique en matière de saisie des champs de mines fasse défaut (des spécialistes estiment que 40% des zones minées ne sont même pas encore identifiées) et que les marquages et clôtures soient rongés par le temps, l'on nota ces dernières années une sensible amélioration: Selon le BHMAC 3346 accidents

possibles de payer leur salaire. Il suffit qu'un seul «expert» prétende être tombé sur une mine dans une quelconque région pour qu'afflue l'argent du «déminage». Dès lors, la valeur du terrain grimpe puisqu'il est garanti propre.

Les experts comptent qu'il faudra encore 50 ans avant que la Bosnie soit exempte de mines et d'aucuns tiennent même ce délai pour illusoire; ils ne croient pas à une vie sans mines, même à long terme, mais pensent que les gens devront apprendre à cohabiter avec ces armes perfides. Personne n'aime vivre dans une région minée. Mais chaque personne ne revenant pas contrarie le redémarrage de l'économie, et ce en dépit du taux de chômage élevé. Des régions et des secteurs économiques entiers sont déjà en friche. Ainsi, la sylviculture qui, à cause de la menace des mines, a perdu des dizaines de milliers d'emplois.

Une vie avec les mines freine considérablement la reconstruction, retarde la réintégration de la population, mène à l'absence de perspectives, à la frustration et, dans certains cas, à l'exil de personnes à peine rentrées chez elles. ■



© Hidajet Delic, KEYSTONE

Le cimetière de Sarajewo: témoins muets de la destruction.

de mines se produisirent durant la guerre entre 1992 et 1995. En 2004 on en compta 1511 et «seulement» 3 l'année dernière.

Mais, tous ceux qui ont une formation de démineur ne peuvent être mobilisés. Le nettoyage d'un seul mètre carré coûte trois euros. Entre 800 et 2000 démineurs sont au chômage parce qu'il est im-

Nouveau au Conseil de Fondation

Pour Martin C. Stucki, les mines ne sont en rien une notion théorique. Ce pédagogue diplômé a servi assez longtemps dans l'armée pour y monter jusqu'au grade de brigadier. Puis, il fut Recteur de l'École de commandement du département des sciences militai-



res de l'EPF Zurich. Depuis le début de l'année, ce Bernois est membre du Conseil de Fondation de Monde sans Mines. Stucki a profité de sa retraite anticipée pour accorder une nouvelle importance à son hobby, la peinture: il passe sept jours sur sept dans son atelier. La recette de la vente de ses œuvres, visibles dans des salons d'art ainsi qu'à des expositions individuelles ou collectives tant en Suisse qu'à l'étranger, va à la «Fondation Martin Stucki pour des écoles en Afrique» fondée par lui. Même s'il dispose de peu de temps en dehors de son travail artistique intense et de son engagement pour sa propre Fondation, Martin Stucki représentera désormais Monde sans Mines à Berne.

Flash

Faire beaucoup avec peu d'argent

Fatima Opardija sait ce qu'être entouré de mines veut dire. «On vit dans l'angoisse», dit l'infirmière

de formation qui a déclaré la guerre à ces armes sournoises. Quand elle parle de son travail, sa voix est pleine de conviction: «Nous devenons plus forts de jour en jour». Nous, c'est un groupe de cinq femmes qui, en l'an 2000, a fondé à Donji Vakuf, localité à l'ouest de Sarajevo, le mouvement «Anima». L'organisation comptant entre-temps 200 membres a pour but de rendre à la vie leur commune et ses alentours, ce pour quoi elle bénéficie d'un soutien financier de Monde sans Mines. «Anima» s'est particulièrement engagée dans l'information de la population et apprend, notamment aux enfants, les dangers émanant de mines et de munitions non explosées.



Fatima Opardija de «Anima».

Fatima, aujourd'hui âgée de 53 ans, son mari et ses trois enfants ont passé cinq ans à Zurich en tant que réfugiés. Lorsque la famille retourna en Bosnie en 1999, leur maison avait été détruite par les Serbes et ses alentours étaient impraticables parce que truffés de mines. A ce jour, un tiers de la zone communale de 35 kilomètres carrés est encore miné. Seul trois pour cent ont pu être nettoyés, 40 000 mines sont identifiées. Le nombre d'habitants a baissé de moitié: 24 500 personnes habitaient Donji Vakuf avant la guerre. Au-

jourd'hui, elles sont 13 500. La commune déplore 111 accidents dus aux mines, 27 décès et 100 personnes restées infirmes, dont 50 enfants.

Cela dit, le nombre d'accidents a notablement régressé: un cas encore en 2003, aucun l'année dernière. Un succès auquel le travail d'information et de sensibilisation d'«Anima» aura sans doute grandement contribué. Fatima Opardija résume modestement son engagement: «Nous faisons beaucoup avec peu d'argent.»

Secrétariat:
Badenerstrasse 16
8004 Zurich

TEL. 044-241 72 30
FAX 044-241 72 31
info@wom.ch
www.wom.ch



STIFTUNG WELT OHNE MINEN
FOUNDATION WORLD WITHOUT MINES
FONDATION MONDE SANS MINES

Chaque mine désamorcée est une vie sauvée:

Monde sans Mines est une fondation selon le droit suisse, soutenue par quelque 20 000 sympathisants et bienfaiteurs. Elle lance et finance des projets en vue du déminage de terres arables dans des zones rurales, notamment de champs de mines «oubliés». Elle favorise l'initiation des populations autochtones, la formation et l'assistance technique: L'aide à s'aider soi-même afin qu'en dépit du danger omniprésent représenté par les mines, la population puisse vivre en sécurité.

La Newsletter «Monde sans mines» est l'organe de la Fondation Monde sans Mines (éditrice). Elle paraît deux fois par an et est tirée à env. 20 000 exemplaires par numéro.